

COMMISSION DE L'INTERIEUR,  
DES AFFAIRES GENERALES ET  
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE  
BINNENLANDSE ZAKEN, DE  
ALGEMENE ZAKEN EN HET  
OPENBAAR AMBT

du

van

MERCREDI 3 JUILLET 2013

WOENSDAG 3 JULI 2013

Après-midi

Namiddag

De behandeling van de vragen en interpellaties vangt aan om 15.08 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Siegfried Bracke.

Le développement des questions et interpellations commence à 15.08 heures. La réunion est présidée par M. Siegfried Bracke.

**01** Question de Mme Muriel Gerkens au secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics, adjoint au ministre des Finances, chargé de la Fonction publique, sur "la nomination du top manager de l'Administration de la Trésorerie" (n° 17989)

**01** Vraag van mevrouw Muriel Gerkens aan de staatssecretaris voor Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten, toegevoegd aan de minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken, over "de benoeming van de topmanager van de Administratie van de Thesaurie" (nr. 17989)

**01.01** Muriel Gerkens (Ecolo-Groen): Monsieur le président, ma question date de la mi-mai et les agendas se sont entrechoqués.

Monsieur le secrétaire d'État, suite à la désignation du nouveau top manager de l'Administration de la Trésorerie, il apparaît que celui-ci avait reçu la mention C lors de l'*assessment* qu'il avait passé. Cette mention interdit normalement toute désignation. Néanmoins, une seconde chance lui a été donnée et il a reçu à cette occasion la mention B lui permettant d'accéder à ce poste.

Pourriez-vous nous dire en quoi ont consisté les épreuves de cette deuxième chance?  
Étaient-elles différentes du premier *assessment*?

Y avait-il d'autres candidat(e)s à ce poste? Quelle mention ont-ils/elles obtenue?

**01.02** Hendrik Bogaert, secrétaire d'État: Monsieur le président, chère collègue Gerkens, tout d'abord, il faut remettre les choses en perspective: la "seconde chance" qui est mentionnée dans votre question est intervenue après huit ans! Je voulais clarifier ce point.

En décembre 2004, a été lancé un appel à candidatures pour la fonction d'"Administrateur paiement" au sein de l'Administration générale de la Trésorerie du SPF Finances. Sur les quatre candidats admis à l'épreuve orale, l'unique lauréat du groupe A (très apte), a occupé la fonction en tant que mandataire jusqu'en décembre 2012.

La personne dont parle l'honorable membre avait été évaluée C, en 2004, c'est-à-dire moins apte à exercer la fonction au vu de la commission de sélection. Il n'a pas pu être désigné dans la fonction dès lors que, conformément à l'arrêté royal du 29 octobre 2001, seul un candidat classé dans le groupe A (très apte) ou B (apte), peut occuper une fonction de management.

En décembre 2012, a été lancé un nouvel appel à candidatures pour remplir la vacance de la fonction d'"Administrateur paiement" au sein de l'Administration générale de la Trésorerie du SPF Finances. Sur les trois candidats admis à l'épreuve orale, la même personne dont parle l'honorable membre, unique lauréat

classé dans le groupe B, a été évaluée apte à exercer la fonction par la commission de sélection.

Les procédures de 2004 et de 2012 sont identiques et se composent, conformément à l'arrêté royal, de tests informatisés et d'une épreuve orale au départ d'un cas pratique ayant trait à la fonction de management à pourvoir. On peut alors difficilement parler d'une "seconde chance" étant donné la période intermédiaire de huit ans.

**01.03 Muriel Gerken** (Ecolo-Groen): Monsieur le président, je remercie le secrétaire d'État pour sa réponse. Il y a donc eu valorisation des acquis entre 2004 et 2012, ce qui explique sans doute le meilleur résultat obtenu par le candidat. Néanmoins, il est étonnant de voir que ce collaborateur ne pouvait pas être nommé mais qu'il a exercé la fonction ou une fonction d'adjoint; je n'ai pas tout compris à ce sujet. Il a exercé de 2004 à 2012, mais sans pouvoir être désigné comme top manager, puisqu'il était classé C.

**01.04 Hendrik Bogaert**, secrétaire d'État: Il devait avoir un A (très apte) ou un B (apte). Avec la mention C, par définition, on ne peut pas être désigné. C'est une autre chose de dire "cette personne a exercé la fonction". Ceci est complètement séparé de la sélection. C'est un autre sujet.

**01.05 Muriel Gerken** (Ecolo-Groen): Tout à fait, et je l'ai bien compris. Il a exercé la fonction sans être nommé.

**01.06 Hendrik Bogaert**, secrétaire d'État: Je ne peux pas confirmer si cette personne a exercé cette fonction. Je dis seulement qu'elle n'avait pas obtenu de A ou de B et ne pouvait donc être désignée.

**01.07 Muriel Gerken** (Ecolo-Groen): C'est donc huit ans plus tard, en présentant à nouveau l'épreuve, que le candidat a obtenu la mention B.

**01.08 Hendrik Bogaert**, secrétaire d'État: Voilà!

*L'incident est clos.*

*Het incident is gesloten.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 18505 van de heer Peter Dedecker wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

**02 Question de Mme Muriel Gerken au secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics, adjoint au ministre des Finances, chargé de la Fonction publique, sur "les dispositions prises afin d'atteindre le quota de sexes différents au sein des top managers de la fonction publique" (n° 18635)**

**02 Vraag van mevrouw Muriel Gerken aan de staatssecretaris voor Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten, toegevoegd aan de minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken, over "de genomen maatregelen om het quotum inzake topmanagers van verschillend geslacht bij het openbaar ambt te bereiken" (nr. 18635)**

**02.01 Muriel Gerken** (Ecolo-Groen): Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'État, le 18 décembre 2012, je vous interrogeais sur votre plan et les mesures que vous preniez pour permettre l'amélioration de la présence des femmes dans les top managers de la fonction publique.

Vous m'aviez alors donné diverses réponses sur les actions spécifiques engagées aux fins d'atteindre les 33 % au minimum de femmes dans la fonction publique et les postes à responsabilité.

Vous annonciez aussi vous efforcer de développer la présence des femmes dans les jurys. Vous ajoutiez que, de temps en temps, vous faisiez appel aux femmes compétentes pour les jurys du Selor et que vous vouliez profiter de l'occasion pour lancer un appel: vous recherchiez des femmes pour tenir ces postes et remplir ces fonctions.

Vous assuriez veiller à rédiger les descriptions de fonction de manière neutre et objective, à suivre les divers canaux à travers lesquels les offres d'emploi peuvent être communiquées, à établir la liste des réseaux d'organisations défendant les intérêts des femmes et à sponsoriser des événements comme JUMP. Vous rappeliez que les quotas étaient d'application depuis le 2 juin.

Vous teniez à créer, périodiquement, un effet psychologique en sensibilisant au genre au travers de ces quotas.

Aujourd'hui, il apparaît pourtant qu'il n'y a qu'une seule femme top manager dans l'administration; de plus, celle-ci occupe ce poste *ad interim*.

Monsieur le secrétaire d'État, j'ai pu constater que vos efforts pour plus de parité dans les postes à responsabilité ont été réels, mais qu'ils sont encore centrés sur les cadres de rangs inférieurs à celui des top managers de la fonction publique. Or les enjeux sur la parité impliquent aussi cet ultime rang des décideurs.

Comment expliquez-vous cette situation? Quelles procédures avez-vous mises en place pour corriger cette situation en opposition avec vos intentions?

**02.02 Hendrik Bogaert**, secrétaire d'État: Monsieur le président, chère collègue, comme vous le savez, l'arrêté royal du 2 juin 2012, et donc le système de quotas, porte sur les deux degrés de la hiérarchie: le groupe des mandataires de niveaux A, N-1, N-2, N-3, et le groupe des hauts fonctionnaires de niveaux A3 à A5. Le premier groupe concerne à peu près 150 fonctions de top management de la fonction publique.

Vous mentionnez le fait qu'il n'y a qu'une seule femme top manager dans l'administration. C'est exact en ce qui concerne les quatorze SPF et SPP de la Fonction publique fédérale. Par contre, au sein des seize institutions publiques de sécurité sociale (IPSS), il y a au moins quatre femmes de niveau N: à l'ONAFST, à l'INASTI, à la CAAMI et au FMP. Il y a également une femme de niveau N au sein des dix OIP, à l'IGN pour être précis.

Il est important de préciser que le quota est d'application sur l'ensemble des fonctions de top manager, et pas spécifiquement sur le niveau N, de président du comité de direction ou d'administrateur général.

J'ai voulu considérer le groupe de top management dans sa totalité, étant donné que ce sont souvent des personnes de niveau de management inférieur (N-2 et N-3) qui postulent ensuite pour une fonction de niveau N. Ce système de quotas global leur permet d'accéder aux niveaux de top management et de se développer et accéder au niveau N.

Néanmoins, je confirme et partage votre constat qu'il y a pour l'instant trop peu de femmes au niveau N et je prends votre suggestion en considération.

Madame Gerken, pour être clair, dans cette législature, je n'aurai pas la capacité politique d'encore instaurer un quota au niveau N. Ce que j'ai fait, c'est instaurer un quota sur le total des niveaux N, N-1, N-2, N-3; mais pas sur le niveau N, c'est-à-dire les 14 top managers.

**02.03 Muriel Gerken** (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse, qui confirme votre volonté de généraliser et de viser les postes réellement au top du top. Il faudra veiller à ne pas concentrer les femmes dans différents secteurs. Je pense, par exemple, aux différents métiers de la sécurité sociale, où l'on constate généralement une concentration de femmes. Il faut qu'elles soient présentes dans les autres secteurs également. Je vous soutiendrai dans ce domaine.

*Het incident is gesloten.*

*L'incident est clos.*

**03 Vraag van de heer Willem-Frederik Schiltz aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "de kwetsbaarheid van de energiesector voor virussen en malware" (nr. 18702)**

**03 Question de M. Willem-Frederik Schiltz à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "la vulnérabilité du secteur énergétique en matière de virus et de logiciels malveillants" (n° 18702)**

**03.01 Willem-Frederik Schiltz** (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, twee jaar geleden heb ik reeds een parlementaire vraag gesteld over de kwetsbaarheid van de energiesector door virussen en malware. Het antwoord hierop was genuanceerd en veeleer geruststellend. Nu, twee jaar later, blijkt uit een artikel in de mediagroep Concentra, naar aanleiding van een aantal conclusies en studies van professor Bart Bruneel van de KU Leuven, dat er toch een en ander schort met de internetbeveiliging in ons

land.

Het probleem is vooral dat een gecoördineerd beleid hieromtrent uitblijft. Sinds 2009 hebben wij in België, zoals in veel andere landen, een Computer Emergency Response Team, kortweg CERT, dat bij cyberaanvallen of -pannes in actie zou moeten schieten. Toch zijn er blijkbaar nogal wat tekortkomingen. Niet het minst op het gebied van preventie en onderzoek. Pas nadat het vast Comité I in 2011 aan de alarmbel trok, is er werk gemaakt van de federale cybernota over de Belgische cybersecurity strategie. In november vorig jaar werd deze goedgekeurd.

Thans blijken er evenwel geen middelen voorhanden om deze nota effectief te implementeren en in werking te stellen. Daarom pleitte de professor in eerste instantie voor de realisatie en de implementatie van specifieke noodplannen. Ook Peter Mertens, woordvoerder bij het crisiscentrum, weet te melden dat er geen specifieke noodplannen bestaan in het geval van een grootscheepse cyberaanval. Jos Liebens, de woordvoerder van Infrac en ook de woordvoester van Elia, Barbara Verhaegen, maken weliswaar melding van enkele specifieke plannen op hun veiligheidssysteem.

In antwoord op mijn vorige parlementaire vraag blijkt dat de meest recente vormen van malware het vooral gemunt hebben op de kwetsbaarheden in SCADA-systemen. Voor alle duidelijkheid, SCADA-systemen zijn Supervisory Control And Data Acquisition systemen. Dat is een rits aan informatica die gebruikt wordt om vanop afstand industriële processen te sturen. Die systemen komen nogal vaak voor in de energiesector. Het zijn dus vooral die systemen die steeds meer onder vuur lijken te komen. De voorbije tien jaar zijn de foutindicaties spectaculair gegroeid. Kwetsbaarheden sinds 2010 zijn zelfs vertwintigvoudigd. 54 % van de SCADA-systemen in Europa zou zelfs veiligheidshiaten vertonen. Kortom, het is gatenkaas.

Ik heb de volgende vragen die zich op enkele specifieke domeinen concentreren.

Deelt u de analyses omtrent de situatie?

Welke concrete acties en maatregelen bent u bereid te nemen met betrekking tot de kritieke infrastructuren in de energiesector?

Welke initiatieven heeft het pas opgerichte Cyber Crime Center reeds genomen? Wat is de verwachte evolutie?

Zal er geld worden vrijgemaakt om de cybernota te implementeren? Op welke termijn mogen wij daar vooruitgang verwachten?

**03.02** Staatssecretaris **Hendrik Bogaert**: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Schiltz, mijn collega Wathélet verwees in zijn antwoord van 25 juni voor de vierde en de vijfde vraag naar mij. Voor deze vragen kan ik u het volgende meedelen.

De vierde vraag. Wat de implementatie van de nota inzake cyberveiligheid betreft, kan ik u zeggen dat de eerste minister met deze implementatie belast is. BELNIS, dat gecoördineerd wordt door Fedict, is tot nu toe het enige bestaande overlegplatform inzake informatieveiligheid. Momenteel zijn er twee groepen werkzaam bij BELNIS, namelijk: de groep Incidentenbeheer, die de procedure voor het beheer van incidenten bepaalt en toeziet op het bijwerken ervan, en de groep Strategie, die de strategie heeft voorgesteld die werd goedgekeurd door de Ministerraad van december 2012. Deze groep bereidt een plan van implementatie voor.

De implementatie vraagt middelen en bijkomende investeringen in mensen, experts in ICT-veiligheid en infrastructuur. Een investering van 20 miljoen euro is nodig, weliswaar gespreid over vier jaar. Dit kan veel lijken, maar het is eigenlijk zeer weinig, gelet op de grote schade die cybercriminaliteit met zich kan meebrengen, wat volgens studies kan oplopen tot meerdere honderden miljoenen euro. Dit plan van implementatie is dus in voorbereiding en zal snel moeten worden goedgekeurd. Volgens mij moet er zelfs in tijden van besparingen geïnvesteerd worden in de strijd tegen cybercriminaliteit, anders zal er vroeg of laat een groot probleem rijzen.

Wat het Cybercrime Center betreft, kan ik u meedelen dat dit centrum, B-CENTRE of Belgian Cybercrime Center for Excellence, Training, Research and Education genoemd, op basis van publiekprivate partnersschappen met behulp van een Europees budget werd ontwikkeld. Dit centrum is vooral actief op het

vlak van onderzoek, informatie en opleiding. Het B-CCENTRE heeft verschillende initiatieven opgezet om de verschillende actoren bewust te maken op het gebied van cyberveiligheid, enerzijds, en om beveiligingsprofessionals met elkaar in contact te brengen, anderzijds. Het BELNIS-platform werkt samen met dit centrum. Deze samenwerking moet nauwer omschreven worden in het plan van uitvoering van deze strategie.

**03.03 Willem-Frederik Schiltz** (Open Vld): Dat is goed nieuws, met 20 miljoen kan al iets gerealiseerd worden. Ik ben zeer blij dat u ons zal helpen om geld vrij te maken. Wat u stelt is dan ook zeer correct.

Ik begrijp wel dat het geen engagement is om dat geld morgen op tafel te leggen.

**03.04 Staatssecretaris Hendrik Bogaert**: Nee, ik heb gezegd dat ik denk dat het nodig is. Het is nog niet geregeld, maar ik zal het aankaarten bij de volgende begrotingsbespreking. Het is duidelijk dat in deze tijden ook een kans bestaat dat het plan sneuvelt. Ik leg het zeker op tafel en zal kijken wat de reactie is.

**03.05 Willem-Frederik Schiltz** (Open Vld): Ik ben er mij van bewust dat u hier geen engagementen aangaat over een mogelijke begrotingswijziging. Ik ben wel verheugd dat u het engagement opneemt om het belang hiervan aan te kaarten op de Ministerraad.

Zoals u terecht stelt, is het een gemakkelijke besparing, tot het moment waarop het fout loopt, dan moet er immers veel meer geld op tafel komen om het probleem op te lossen. Dat willen we zekere vermijden.

Ik zou het fijn vinden om hiervan ook een schriftelijke weerslag te krijgen want ik heb niet alles kunnen noteren.

*Het incident is gesloten.*

*L'incident est clos.*

**04 Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de staatssecretaris voor Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten, toegevoegd aan de minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken, over "het beheer van de indisponibiliteitstelling wegens ziekte" (nr. 18724)**

**04 Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics, adjoint au ministre des Finances, chargé de la Fonction publique, sur "la gestion de la mise en disponibilité pour raison de maladie" (n° 18724)**

**04.01 Sonja Becq** (CD&V): Mijnheer de staatssecretaris, deze vraag is ingegeven door een rapport van het Rekenhof over ziekteverzuim bij federale ambtenaren dat een tijdje geleden is verschenen.

Uit dat rapport blijkt dat het ziekteverlof daalt. Voorts heb ik geleerd dat de disponibilitairegeling nogal divers wordt toegepast. Een statutair ambtenaar die zijn ziekteverlof heeft uitgeput en die voorgoed ongeschikt verklaard wordt wegens ziekte, kan, zodra hij in disponibiliteit wegens ziekte is gesteld, door de pensioencommissie van Medex in vroegtijdig pensioen wegens lichamelijke ongeschiktheid gesteld worden. De werkgever moet dat onderzoek door de commissie aanvragen. Sinds 2007 zou de werkgever niet meer verplicht zijn het dossier binnen een bepaalde vaste termijn naar Medex door te sturen.

Het Rekenhof stelt daaromtrent vast dat er nogal wat verschillen bestaan tussen de verschillende diensten. Bij de ene dienst is een bepaalde termijn opgelegd, bij de andere dienst kan men een onderzoek vragen, maar hoeft het niet. Dat betekent uiteraard ook een andere budgettaire impact, want ofwel betaalt de werkgever verder, ofwel valt de betrokkene desgevallend onder de pensioenregeling. Ook voor de betrokken ambtenaren kan dat, naargelang de dienst waarin zij vertoeven, een groot verschil betekenen.

Mijnheer de staatssecretaris, is er volgens u sprake van willekeur door werkgevers bij de aanvraag van het onderzoek bij de pensioencommissie voor ambtenaren inzake disponibiliteit, of is er toch een vaste lijn in te vinden? Op welke manier kunnen de verschillende behandelingen desgevallend verantwoord of verklaard worden?

Welke maatregelen plant u ter zake?

Worden er sancties toegepast wanneer een ambtenaar niet verschijnt voor de pensioencommissie van Medex? Indien niet, is er daaromtrent dan een initiatief nodig?

**04.02** Staatssecretaris **Hendrik Bogaert**: Beste collega Becq, ik ben er mij maar al te zeer van bewust dat ziekteverzuim een constant aandachtspunt moet zijn voor elke werkgever, zowel in de openbare sector als in de privésector. Ik denk daarbij in de eerste plaats aan de ziektecontrole en voorts ook aan de extra omkadering op de werkplek voor personeelsleden die tijdens hun loopbaan met ernstige gezondheidsproblemen geconfronteerd worden. Werkgevers krijgen soms ook te maken met personeelsleden die hun functie om medische redenen gewoonweg niet meer kunnen uitoefenen. Ik pleit daarom voor een voortdurende waakzaamheid voor signalen vanuit het werkveld in verband met die problematiek.

Eergisteren verscheen een koninklijk besluit in het *Belgisch Staatsblad* dat al een aantal knelpunten betreffende het ziekteverzuim bij personeelsleden van het federaal administratief openbaar ambt wegwerkt. Op ons initiatief zal Medex ook de afwezigheden wegens arbeidsongevallen, arbeidswegongevallen en beroepsziekten kunnen controleren. De toelating voor een bijberoep wordt opgeschort tijdens elke afwezigheid om medische redenen. Daarnaast zal een vastbenoemd personeelslid dat het medisch onderzoek door de pensioencommissie belemmert of weigert, op non-activiteit worden geplaatst. Met andere woorden, hij zal zijn recht op wachtgeld verliezen.

Naast die reeds gerealiseerde aanpassing van de reglementering ben ik op de hoogte van het probleem over de doorverwijzing naar de pensioencommissie van vastbenoemde federale personeelsleden die hun ziektekapitaal hebben uitgeput. In 2007 werd beslist om het jaarlijks medisch onderzoek door de pensioencommissie van die personeelsleden te schrappen, omdat men vreesde dat de procedure de ziektecontrole overlapte. Als gevolg hiervan kreeg elke dienst de mogelijkheid om zelf te bepalen in welke gevallen het dossier van een personeelslid met beschikbaarheid wegens ziekte zou worden doorgestuurd naar de pensioencommissie.

De situatie wordt ook aangekaart in het rapport van het Rekenhof over de pensionering om gezondheidsredenen in de overheidssector van 2009 en in het recentere rapport over het beheer van het ziekteverzuim bij federale ambtenaren van mei 2013, eveneens van het Rekenhof. In het rapport van 2009 werd reeds de vrees uitgedrukt dat de schrapping van het jaarlijks medisch onderzoek bij beschikbaarheid wegens ziekte zou leiden tot een verschillende behandeling van personeelsleden in dezelfde situatie. Het huidige rapport bevestigt dat, althans voor de acht openbare werkgevers die het voorwerp uitmaakten van het rapport. Er zijn 59 openbare werkgevers, waarvan het personeel aan de controle van Medex onderworpen is. Daarom wil ik de audit van het Rekenhof bespreken in het netwerk van de stafdirecteurs Personeel en Organisatie om hun aandacht erop te vestigen en te bekijken op welke manier we tot een uniforme behandeling van dat soort dossiers kunnen komen, in het bijzonder met betrekking tot de termijn waarbinnen een personeelslid voor de pensioencommissie dient te verschijnen.

**04.03** **Sonja Becq** (CD&V): Mijnheer de staatssecretaris, ik volg u volkomen in uw beginbedenking dat ook personen die met ziekte worden geconfronteerd, op een goede manier worden opgevangen. Medex voorziet inderdaad in een heroriëntatie op het vlak van tewerkstelling als er sprake is van ziekte.

Mijn vraag was vooral ingegeven door het feit dat ik toch enige ongelijkheid vaststel. Doordat de overheden een verschillend beleid voeren, is er ook een ongelijkheid inzake de rechten en de mogelijkheden die ambtenaren krijgen. Ik zou u willen vragen om te bekijken of ter zake geen stroomlijning mogelijk is.

Ik begrijp dat u dat met uw "werkgevers" wil bekijken om te zien in welke mate er een uniformisering mogelijk is, zonder dat dat de rechten en de mogelijkheden van ambtenaren die met een ziekte worden geconfronteerd, schaadt.

*Het incident is gesloten.*

*L'incident est clos.*

#### **05** **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Vincent Van Quickenborne** aan de staatssecretaris voor **Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten**, toegevoegd aan de minister van Financiën, belast met **Ambtenarenzaken**, over **"beveiligingslekken bij het online gebruik van de eID-kaart"** (nr. 18804)

- de heer **Roel Deseyn** aan de staatssecretaris voor **Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten**, toegevoegd aan de minister van Financiën, belast met **Ambtenarenzaken**, over **"de veiligheid van de eID-kaart"** (nr. 19035)

## 05 Questions jointes de

- **M. Vincent Van Quickenborne** au secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics, adjoint au ministre des Finances, chargé de la Fonction publique, sur "des failles de sécurité lors de l'utilisation en ligne de la carte eID" (n° 18804)

- **M. Roel Deseyn** au secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics, adjoint au ministre des Finances, chargé de la Fonction publique, sur "la sécurité de la carte eID" (n° 19035)

De **voorzitter**: Vraag nr. 18804 van de heer Van Quickenborne wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

**05.01** **Roel Deseyn** (CD&V): Mijnheer de staatssecretaris, veel instanties die werken aan cyberveiligheid hebben daar onvoldoende middelen voor. Met een doorgedreven samenwerking tussen onder andere Fedict, ADIV, CERT, B-CENTRE en Belnet zou men de veiligheidsproblematiek beter kunnen aanpakken. Men zou efficiënter kunnen werken rond preventie, sensibilisering en de potentiële gevaren aangaande de eID-kaarten. Dat is de kern van mijn betoog maar ze kadert in een ruimere problematiek.

België was een pionier in de implementatie en het gebruik van de kaart. Enkele partners maakten voorbehoud bij het gebruik: banken twijfelden aan online bankieren, ook veiligheidsexperts hadden kritiek. Het probleem was niet exclusief verbonden aan de kaart, eerder aan de kaartlezers. Ik was getuige van een proefopstelling van enkele onderzoekers die wilden aantonen dat bepaalde kaartlezers enorme veiligheidsrisico's inhielden als men de pincodes in het geheugen van een laser opslaat. Privacy en identiteitsdiefstallen zijn steeds meer aan de orde. Daarom moeten we naar de toekomst van de kaart kijken.

Uw voorganger, mijnheer Van Quickenborne, had daarover heel wilde uitspraken en ideeën. Het is bij getsjilp op internet gebeven. Eerder dan spectaculaire aankondigingen over implementatie en besturingssystemen in hardware van pc's werkt u op een praktische manier aan de aanpak van veiligheidsproblematiek.

Het Rekenhof oordeelde in december 2012 dat de mogelijkheden van de elektronische identiteitskaart onvoldoende bekend en bemind zijn. Vanaf volgend jaar kunnen de burgers kiezen om al dan niet gebruikscertificaten op de kaart te installeren. Dat is jammer want het hypothekeert al meteen heel wat mogelijkheden. Mensen kunnen evenmin antwoorden op die vraag omdat ze geen overzicht hebben van de mogelijkheden.

Hoe staat het met de veiligheidsproblematiek in de architectuur van de nieuwe eID-kaarten in vergelijking met de eerste generatie? Wat gebeurt er als men de kaart in een toestel van een derde partij schuift? Wat gebeurt er als men online services van een derde partij gebruikt?

Zijn er nog problemen met identiteitsdiefstal?

Wat met de integratie in het besturingssysteem of de samenwerking met de pc-leveranciers?

eID kan in de mobiele applicaties worden geïntegreerd. Zijn er dienaangaande ontwikkelingen in de dialoog met de banksector?

Hoeveel wordt de kaart gebruikt voor geavanceerde toepassingen?

Wat met de geldigheidsduur van de certificaten op de eID-kaarten, uitgegeven vanaf midden 2014? Is er een beperkte geldigheid? Worden de certificaten eventueel geschrapt?

Wat zijn uw ambities inzake eID?

Behalve in de wijziging van certificaten wordt er volop in een nieuwe generatie eID-kaarten geïnvesteerd.

Mijn vragen zijn ingegeven vanuit een bezorgdheid. België heeft prachtig pionierswerk verricht. Dat mogen we niet loslaten. De kaart werd steeds gepromoot als een driver van onze kenniseconomie.

**05.02** Staatssecretaris **Hendrik Bogaert**: Mijnheer Deseyn, de problematiek die u schetst, is gekend. Er dient inderdaad een belangrijk onderscheid te worden gemaakt tussen de intrinsieke veiligheid van de eID-kaart die ook volgens specialisten onbetwistbaar is. Fedict werkt nauw samen met specialisten van COSIC

van de KU Leuven om de veiligheid van de chip op de kaart te garanderen.

Wat met de veiligheid van toepassingen die op basis van de eID werken? In dat geval wordt elke loginprocedure op basis van SSL, Secure Sockets Layer, de basis van het secure http-protocol, https, geconfronteerd met de beschreven problematiek. De integratie van de eID als mogelijkheid voor de login door het gebruik van de https/SSL is het meest eenvoudige voor ontwikkelaars.

Sommige browsers zullen echter voor het gebruiksgemak en voor redenen van performantie wachten met het expliciet vernietigen van de opgebouwde sessie, waardoor in uitzonderlijke omstandigheden een andere gebruiker een eerder opgebouwde websessie kan hergebruiken, inclusief gebruikers-ID en gebruikersrechten. Dit resulteert in een scenario waarbij men opnieuw kan aanmelden zonder gebruik te maken van de eID of pincode.

In recente versies van de verschillende browsers worden de sessies direct afgebroken bij het sluiten van de browser. Een aanvullende maatregel is het automatisch beperken van de geldigheid van een via SSL opgebouwde websessie.

Naast deze maatregel wordt ook in de integratie van de eID applet technology binnen de Federale Authenticatie Dienst, FAS, voorzien. Dat betekent dat de websessie door de toepassing zelf en niet via het SSL-protocol wordt beheerd.

Fedict bestudeert deze mogelijkheid, maar de concrete implementatie is echter afhankelijk van het oplossen van beveiligingsproblemen van browsers met Java-toepassingen en de beschikbare budgettaire middelen.

De nieuwe generatie besturingssystemen, Windows 7, Mac OS en Linux, ondersteunt standaard elke CCID compatibele kaartlezer. Dat is de huidige generatie van kaartlezers. Er zijn geen nieuwe initiatieven meer genomen voor de integratie van eID-kaartlezers in desktops of laptops omdat er al een ruime keuze aan integratiemogelijkheden bestaat.

Voor tablets is dit nog niet het geval omdat het hier andere besturingssystemen betreft zoals EOS, Windows, Mobile, waarbij de browsers nog geen authenticatie op basis van eID ondersteunen.

Wat het gebruik van de eID op smartphones betreft, heeft Fedict meegeholpen aan een op een *proof of concept* cryptomodule authenticatie gebaseerde oplossing op SD-formaat. Deze werd niet verder ontwikkeld omdat de marktvraag eerder beperkt bleef. De implementatiekosten van deze oplossing is vrij hoog: per SD-kaart ongeveer 80 euro, en deze oplossing heeft specifieke veiligheidsproblemen. De gebruiker is immers permanent online via zijn eID-kloon.

Fedict heeft een functionaliteit uitgewerkt waarbij per sms een tijdelijk paswoord naar een geregistreerd gsm-nummer wordt verstuurd. De registratie van dit nummer gebeurt via een eID-authenticatie.

De belangrijkste reden waarom de eID-kaart misschien minder geschikt is voor online bankieren, is de afwezigheid van de EMV-applet van Europay, MasterCard en Visa op de eID-chip, waardoor het gestandaardiseerde gebruik in unconnected mode aanzienlijk bemoeilijkt wordt.

Dat banken nog steeds opteren voor het gebruik van de eigen bankkaart voor het online bankieren, heeft vooral te maken met het volledig kunnen controleren van belangrijk aspecten van hun dienstverlening.

Wegens privacyredenen zijn er geen gedetailleerde statistieken over de eID. Noch het aantal unieke gebruikers, noch het aantal toepassingen is bekend. Wel wordt het aantal OCSP-requests gemeten. Het OCSP, voluit het Online Certificate Status Protocol, wordt meestal gebruikt bij eID-authenticatie, en is dus een goede indicator voor het gebruik ervan. In maart 2013 bedroeg het gemiddelde aantal OCSP requests 3 miljoen. De meest gebruikte toepassing is nog steeds Tax-on-web. Het aantal OCSP-requests stijgt de jongste tijd dan ook gevoelig, tot 5 miljoen per maand. Deze cijfers bevatten echter allicht heel wat dubbeltellingen. Als iemand op Tax-on-web gaat, wordt immers gemiddeld 4 keer een OCSP-request verstuurd.

Wat uw zevende en achtste vraag betreft, zal de geldigheidsduur van de certificaten midden 2014 10 jaar bedragen. Gelet op deze verlengde geldigheidsduur wordt de integratie van nieuwe technologie automatisch vertraagd.



**05.03** **Roel Deseyn** (CD&V): Mijnheer de staatssecretaris, ik dank u voor het uitgebreide en eerlijke antwoord.

Het is een zeer positieve evolutie dat men nu al zegt dat er op verschillende niveaus bepaalde problemen met de hardware zijn. Vroeger heeft men er soms moeite mee gehad om dat te erkennen. Het is ook een afweging tussen bepaalde protocollen en gebruikersvriendelijkheid, als men telkens zijn identiteit moet bevestigen.

Als we echter een boost willen geven aan onze economie met de eID-kaart, zal er moeten worden geïnvesteerd. Dat zal een wijze investering zijn, wellicht voor een volgende budgetbespreking. Het is echter goed dat er op dat niveau in de diepte wordt gewerkt rond alle scenario's en *proof of concepts*, in schril contrast met het beleid van de voorganger die zich beperkte tot het geven van *roadshows* en het uitdelen van kaartlezers, met alle praktische problemen van dien.

*Het incident is gesloten.*

*L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 19034 van de heer Thiéry wordt uitgesteld.

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.44 uur.*

*La réunion publique de commission est levée à 15.44 heures.*